

REPUBLIQUE FRANCAISE	dossier n° DP 95 254 20 B0004
<div data-bbox="277 203 544 450" data-label="Image"> </div> <p data-bbox="188 524 619 555">Commune de FREMECOURT</p>	<p data-bbox="815 241 1139 273">date de dépôt : 30/06/2020</p> <p data-bbox="815 280 1294 311">demandeur : Madame Andrée HERVET</p> <p data-bbox="815 318 979 349">pour : Clôture</p> <p data-bbox="815 356 1522 423">adresse terrain : 39 Résidence des Saules, à Frémécourt (95830)</p>

ARRÊTÉ N° 24 du 18/09/2020
refusant une demande de Déclaration préalable
de la commune de FREMECOURT

Le Maire,

Vu la demande de Déclaration préalable présentée le 30/06/2020 par Madame Andrée HERVET demeurant 39 Résidence des Saules à Frémécourt (95830) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour : Clôture ;
- sur un terrain situé 39 Résidence des Saules ;

Vu les pièces complémentaires en date du 31/07/2020 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites.

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/02/2008, mis à jour le 24/01/2017 ;

Considérant l'avis Défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 26 août 2020 ;

Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France s'est prononcé défavorablement aux motifs que le projet : Les plaques de ciment, panneaux composites et paires-vues industriels sont des matériaux dont la sécheresse et la raideur ne conviennent pas à la qualité d'un paysage urbain, comme rural. Ainsi, en l'état le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui fait partie intégrante du site inscrit dont il convient de préserver la présentation.

ARRETE

Article 1 : La demande de Déclaration préalable est **REFUSEE**.

Le 24/09/2020

Le Maire



*Remis en main
Prope le 24/9/20*

[Signature]

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.